

Commune de
MONTSURS

Dossier n° PC 053 161 23 M1011

Date de dépôt : 17 octobre 2023

Demandeur : BELLIARD Xavier

Pour : Construction d'ombrières
photovoltaïques

Adresse terrain : LE TERTRE

SAINT-CENERE

MONTSURS (53150)

Le Maire

à

BELLIARD Xavier Christophe Denis

LE TERTRE SAINT-CENERE

MONTSURS (53150)

Monsieur,

Vous avez déposé un permis de construire le 17 octobre 2023 pour un projet de construction d'ombrières photovoltaïques situé LE TERTRE SAINT-CENERE à MONTSURS (53150).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe de 3 mois, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...),
- pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- ou pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

DEMANDE DE PIECES MANQUANTES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS

Après examen des pièces jointes à votre demande de permis de construire, il s'avère que les pièces suivantes sont manquantes ou insuffisantes :

- PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R.431-9 du code de l'urbanisme]. **Veillez figurer les distances d'implantation par rapport aux limites de l'unité foncière.**

- PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R.431-10 c) du code de l'urbanisme]. **Veillez fournir une insertion graphique vue du sol.**

- PC7. **Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche** [Art. R.431-10 d) du code de l'urbanisme].

- PC8. **Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain** [Art. R.431-10 d) du code de l'urbanisme].

L'installation, portant sur une puissance crête de 499kW, est soumise à évaluation environnementale au cas par cas, veuillez fournir la pièce suivante :

- PC11. **L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude** [Art. R.431-16 a) du code de l'urbanisme].

Je vous informe qu'en conséquence, et en application de l'article R.423-39 du code de l'urbanisme, vous devez adresser ces pièces à la mairie **dans le délai de 3 mois à compter de la réception du présent courrier**. La mairie vous fournira un récépissé.

Si votre dossier n'est pas complété dans ce délai, **vosre demande sera automatiquement rejetée**.

Par ailleurs le délai d'instruction de votre demande de permis de construire ne commencera à courir **qu'à compter de la date de réception des pièces manquantes par la mairie**.

Une fois votre dossier complété, le délai d'instruction de votre demande commencera à courir. Si vous ne recevez pas de réponse de l'administration à la fin du délai de 3 mois après le dépôt de **toutes** les pièces manquantes **en mairie**, votre demande sera automatiquement acceptée et votre projet fera l'objet d'un **permis de construire tacite**¹.

Vous pourrez alors commencer les travaux² **après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407*01 à la mairie ou sur le site internet : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/>) ;
- affiché sur le terrain le présent courrier ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

¹ Le maire en délivre certificat sur simple demande.

² Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas du permis de démolir, ou des travaux situés en site inscrit, ainsi que des travaux faisant l'objet de prescriptions au titre de l'archéologie préventive.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à MONTSURS, le 14 novembre 2023

Le Maire,

Benoît QUINTARD



Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.